

riale estime que nous avons un appareil Hercules en trop. Il croit qu'il ne peut recevoir qu'un avion Hercules en ce moment.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Dois-je conclure des réponses du premier ministre que son cabinet est intervenu directement auprès du gouvernement du Nigéria en vue d'aider la Croix-Rouge à obtenir l'autorisation voulue?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, nous n'avons jamais fait de telles démarches. Il y a présentement un avion Hercules à Lagos; nous n'avons donc rien à discuter avec le gouvernement de Lagos.

**L'hon. M. Stanfield:** Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme la Croix-Rouge a de la peine à obtenir cette permission, et le premier ministre ayant dit dès le début qu'il ne ferait pas d'instances directes auprès du gouvernement du Nigéria pour aider la Croix-Rouge à obtenir cette permission, est-il juste de conclure que le gouvernement du Canada a depuis lors entrepris des démarches directes dans le dessein d'aider la Croix-Rouge à obtenir l'autorisation requise?

**Le très hon. M. Trudeau:** Non, monsieur l'Orateur. Je crains que cette interprétation ne soit pas exacte. Le chef de l'opposition fait allusion à certaines questions posées au sujet des vols depuis Sao Tomé. Quant aux vols entrepris par la Croix-Rouge, des instances à leur égard se poursuivent depuis un certain temps. Nous en avons présentées au gouvernement de Lagos qui nous a finalement répondu qu'il accepterait que la Croix-Rouge utilise du personnel militaire canadien. Cette réponse était nettement définie, mais elle remonte à plusieurs semaines.

**L'hon. M. Stanfield:** Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Peut-être pourrait-on donner l'occasion à d'autres députés de poser des questions. Enfin, je donne la parole au chef de l'opposition.

**L'hon. M. Stanfield:** J'ai une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Vu que des instances ont été faites pour aider la Croix-Rouge à obtenir sa permission, le premier ministre ne songerait-il pas à en présenter pour que certains groupes religieux obtiennent aussi l'autorisation du gouvernement du Nigéria?

**Le très hon. M. Trudeau:** Nous en avons faites, Monsieur l'Orateur. Nous avons abordé cette question avec le gouvernement du Nigéria et, il y a quelques instants, j'ai dit quelle réponse nous avons obtenue. Le gouvernement du Nigéria a déclaré qu'il autoriserait le personnel militaire et les avions canadiens au service de la Croix-Rouge mais non au service des Églises.

## L'IMMIGRATION

### L'AIDE AUX RÉFUGIÉS TCHÉCOSLOVAQUES

**M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour):** Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser ma question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme les députés de tous les partis éprouvent une vive inquiétude pour le bien-être des victimes de la guerre civile au Nigéria et comme le monde entier n'a que des louanges à faire au Canada pour son programme d'aide aux réfugiés tchécoslovaques, le ministre peut-il dire à la Chambre combien de ces réfugiés ont jusqu'ici reçu de l'aide du Canada et quel est le montant total attribué à cette aide? (*Exclamations*)

**Le très hon. M. Trudeau:** Qu'y a-t-il? Les cœurs ne saignent pas là-bas?

**M. Perrault:** Je n'ai toujours pas la réponse.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Même si le député demande des renseignements très précis, j'ai l'impression qu'il voudrait des données statistiques, qu'on obtient habituellement en faisant inscrire les questions au *Feuilleton*. Si la question est urgente, le député sait qu'il peut en donner avis à la présidence.

**Une voix:** J'aurais une question supplémentaire . .

**M. l'Orateur:** Comme la question n'a pas été admise, on ne peut donc pas poser de question supplémentaire.

## LA FONCTION PUBLIQUE

### LE FAVORITISME DANS LE SECTEUR OUTAOUAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond):** J'aurais une question à poser au premier ministre au sujet de ses déclarations à Halifax. Le très honorable représentant peut-il résumer l'attitude du gouvernement au sujet de la déclaration du ministre de la Justice à la télévision hier soir, selon laquelle le